

Conseil d'Etat vaudois

Pourquoi la gauche ne veut pas la majorité

Après Neuchâtel et Genève, la gauche vaudoise parviendra-t-elle à détrôner la droite? Jamais les chances n'ont paru si grandes. Mais le veut-elle vraiment? Chantal Tauxe cultive le doute.

En 2002, au début de la législature qui s'achèvera le 11 mars avec le premier tour des élections cantonales, la plaisanterie a fait grincer des dents: «Au Château cantonal, il y a quatre souris qui trépignent en criant "On a la majorité!" et trois cobras qui les surplombent.» Dans le rôle des souris: les radicaux Jacqueline Maurer et Pascal Broulis, le libéral Charles-Louis Rochat et l'UDC Jean-Claude Mer-

moud. Dans le rôle des cobras, le Vert Philippe Biéler, les socialistes Anne-Catherine Lyon et Pierre Chiffelle. L'impression que les minoritaires allaient manger la droite tout cru procédait d'une sobre analyse: les trois conseillers de droite sortants avaient si peu brillé dans la précédente législature qu'ils n'avaient même pas dépassé la barre de la majorité au second tour, coiffés par les trois «cobras», une victoire de gauche totalement inédite. Intellectuellement et politiquement, les trois prédateurs paraissaient lestés d'une expérience supérieure.

Pendant les cinq ans qu'a duré la législature, le casting a été profondément remanié, mais au bilan, la fable des souris et des cobras ne s'est avérée qu'à

moitié prophétique. Philippe Biéler et Pierre Chiffelle ont quitté le gouvernement remplacés par François Marthaler et Pierre-Yves Maillard. Mais Pascal Broulis s'est révélé un ministre des Finances brillant, et les trois autres ministres de droite se sont bonifiés, revigorés par une ambiance sereine et responsable au sein du collège, à laquelle ils n'avaient pas été habitués.

Soucieux de rétablir des finances cantonales, dont l'état calamiteux interdisait toute autre priorité, le gouvernement s'est adonné à la concertation et la solidarité dans la gestion des crises. Il a même dédramatisé les ruptures de collégialité jusqu'à rendre l'expression des désaccords presque inaudible. L'axe de

conduite s'est déplacé des trois cobras initiaux à un trio Broulis-Lyon-Maillard entraînant dans son sillage dynamique l'un ou l'autre ou tous les autres membres du gouvernement. Une formule de centre-gauche. Ou plutôt une majorité ni de gauche, ni de droite. Le choix de l'efficacité. Le triomphe de l'intelligence, du pragmatisme, du raisonnable. La marque de politiciens qui cultivent tous trois de hautes ambitions et veulent démontrer leur savoir-faire.

TROP SOUDÉS POUR BATAILLER D'où la question qui tarabuste les états-majors de parti: ces conseillers d'Etat, qui s'apprécient tant, si soudés par le travail accompli ensemble seront-ils fidèles à leurs camps

ou à leurs collègues? L'enjeu électoral réclame un affrontement droite-gauche classique, historique même, dans le plus grand canton romand. Après les victoires de la gauche à Neuchâtel et à Genève en 2005, la gauche vaudoise ne peut se dérober.

La droite a compris le danger et joue la carte de l'union. Elle ne présente que quatre candidats, les deux sortants Pascal Broulis et Jean-Claude Mermoud et deux nouveaux prétendants: la radicale Jacqueline de Quattro, le libéral Philippe Leuba. Même si ce dernier a été le principal adversaire politique de Pascal Broulis durant la législature, on entend plus la moindre mouche voler: les frères ennemis se sont mis d'accord sur un programme commun.

L'UDC ne jouera pas non plus les vilains petits canards. Une rumeur tenace circule: si Jean-Claude Mermoud est élu au premier tour – ce qui paraît possible – le parti pourrait tenter de lancer un deuxième candidat, surtout si Philippe Leuba ou Jacqueline de Quattro réalise un mauvais score. «C'est une pure intoxication, commente Claude-Alain Voible, secrétaire général de l'UDC-Vaud. Il faudrait vraiment une catastrophe au premier tour pour que l'on rediscute de la stratégie. Je n'y crois pas. Nos quatre candidats feront un tir groupé.»

«On crée des épouvantails, rétorque Jean-Claude Mermoud. On ne peut pas sortir un candidat du chapeau entre les deux tours. Il faut plus de temps pour le faire connaître.» A six mois des élections fédérales, où l'UDC affiche de grandes ambitions, la droite vaudoise s'essaie à la loyauté.

Face à l'échéance historique, la gauche s'est, elle, méchamment dispersée. Dans un premier temps, elle s'est préparée comme la droite en élaborant entre alliés socialistes, Verts et populistes, un programme précis. Puis, elle s'est déchirée sur la stratégie en décidant de se compter, de faire le point sur le poids électoral des uns et des autres, amorçant un processus de recomposition auquel la droite répugne. Les verts ont ainsi souhaité avoir deux représentants au gouvernement, en oubliant que l'union des forces de gauche passe aussi par le ralliement des extrêmes, donc du POP (Parti ouvrier populaire). Persuadés que la victoire ne peut s'arracher qu'à quatre, les socialistes ont refusé une liste à cinq et n'accueillent donc que l'éternel Josef Zisyadis (qui en est à sa troisième candidature au Conseil d'Etat depuis qu'il n'a pas été réélu en 1998) aux côtés du tandem champion Maillard-Lyon. Les deux

Verts François Marthaler et Philippe Martinet font cavaliers seuls.

D'où la question que la gauche s'offusque à peine qu'on lui pose: veut-elle vraiment gagner? Question qu'il faut d'ailleurs décliner: les Verts ravis d'être perçus comme au-dessus de la mêlée partisane veulent-ils juste se compter ou s'affranchir de la tutelle socialiste? A l'origine, le groupement pour la protection de l'environnement, créé dans le canton de Vaud, regroupait aussi bien des personnalités de droite que de gauche. Il ne s'est jamais départi d'une certaine ambiguïté.

LE CORSET CONSTITUTIONNEL Et les socialistes? Ont-ils si peur de la montée des Verts qu'ils redoutent la parité avec eux? Plus fondamentalement ne craignent-ils pas l'exercice plein du pouvoir, exposant leurs petits arrangements avec la vertu doctrinaire, toujours mal vus par la base, à la lumière? Minoritaires, les socialistes ont toujours l'excuse de n'avoir pas obtenu gain de cause du fait des majoritaires. Même en cas de victoire, leur marge de manœuvre sera corsetée par l'article 163 de la Constitution qui stipule qu'«avant de présenter tout projet de loi ou de décret entraînant des charges nouvelles, le Conseil d'Etat s'assure de leur financement et propose, le cas échéant, les mesures fiscales ou compensatoires nécessaires».

Autrement dit, quel que soit le rapport de force au sein du gouvernement, il sera difficile de tenir des promesses coûteuses, aussi légitimes et nécessaires qu'elles aient pu paraître. Même Josef Zisyadis, fustigé d'avance en dilapidateur potentiel, le dit: «Pas question de retourner dans les chiffres rouges.» A ce tarif annoncé d'avance, vaut-il vraiment la peine de gagner?

Confrontée à ce soupçon, Anne-Catherine Lyon retouche l'analyse. Certes, dans la gestion des problèmes quotidiens, l'actuel Conseil d'Etat a trouvé un modus vivendi marqué du sceau de l'efficacité et de la confiance. Mais sur les grands sujets idéologiques, jamais personne n'a franchi la barrière, jamais un conseiller d'Etat de droite n'a cédé à la gauche. D'où sa certitude qu'en cas de victoire, la gauche pourrait enfin imposer d'autres priorités: la décongélation de projets momentanément sacrifiés sur l'autel du rétablissement des finances vaudoises, tels des investissements dans l'éducation ou le social, plutôt que des baisses d'impôts.

L'APPEL À LA RAISON Pierre-Yves Maillard réaffirme pour sa part une envie «forte» de conquérir la majorité. Il observe que les résultats au Grand Conseil seront aussi déterminants: il n'y aura peut-être pas de majorité absolue pour la droite, le PDC, l'UDF et quelques listes libres pourraient jouer les arbitres entre les deux camps. Quelle que soit la majorité, lâche-t-il, «elle doit s'appuyer pour les grandes réformes

sur un spectre plus large que son camp naturel». Une réflexion d'homme de gouvernement plutôt que de chef de faction. Du côté des Verts, la présidente Nicole Baur assure souhaiter une majorité de gauche, François Marthaler s'étant souvent heurté à l'absence de sensibilité écologique de la majorité de droite.

Au soir du premier tour, la gauche saura-t-elle regrouper ses forces pour gagner? Daniel Brélaz, syndic Vert de Lausanne, expert mathématicien en stratégie électorale, veut croire que toutes les parties se calmeront et feront un choix raisonnable, fondé sur une analyse objective du potentiel électoral de chacun. Le choix ne sera pas dicté par le simple ordre du classement. Josef Zisyadis refuse à ce stade de promettre de se retirer s'il est le plus mal doté. Mais derrière les déclarations mobilisatrices d'avant le premier tour pointe déjà l'impératif du second. Verts, populistes et socialistes sont, séparément, unanimes: seule une liste à quatre peut s'imposer.

LA TENTATION D'UN PUTSCH Si elle ne conquiert pas la majorité, un autre danger guette la gauche. Une ballon d'essai parcourt les marchés et les débats: si la droite maintient son leadership, elle devrait reprendre aux deux socialistes l'un de leurs départements, qui pèsent ensemble 2/3 du budget. A six mois des élections fédérales, affaiblir le vice-président du Parti socialiste qu'est Pierre-Yves Maillard serait en outre un coup politique spectaculaire.

Anne-Catherine Lyon, cheffe du Département de la formation et de la jeunesse, rappelle qu'en 2002 «personne ne voulait de ce département». Elle note non sans ironie que le revendiquer au moment où les choses vont mieux constituerait «une forme d'hommage à son travail». En cas de passage à l'acte, elle jure de se battre avec énergie. Chef du Département de la santé et de l'action sociale, Pierre-Yves Maillard se dit également prêt «à la bagarre» si nécessaire. Comme sa collègue, il a pris à son arrivée fin 2004 le département que la droite lui a donné, et dont un libéral ne voulait plus. Il note que de tels chambardements «si rapides et imposés seraient mauvais» pour les administrations concernées. Il prédit qu'une telle démonstration d'arrogance se retournerait contre leurs auteurs.

Mais y aura-t-il un agresseur? Retirer un département à son titulaire requiert un vote. Philippe Leuba dénonce une manœuvre «politicarde» qui serait «nuisible au bon fonctionnement du collège», il ne s'y prêtera pas. Jean-Claude exclut aussi de crucifier ses deux collègues

«qui n'ont pas démerité». Pascal Broulis non plus, qui rappelle que l'institution de la présidence entraînera des changements de services. Seule Jacqueline de Quattro s'avance sur ce terrain miné. Si elle est élue et si la droite est majoritaire, elle posera la question, « par hygiène intellectuelle » plutôt que pour fomenter un coup d'Etat, afin de baliser l'avenir, en cas de départ pendant la législature. « Il s'agit de respecter la volonté du peuple vaudois. Il faut respecter le travail accompli, continuer dans la concordance, mais la bonne entente n'est pas un but en soi. Pour ma part, je m'accommoderai de tout département qui pourrait m'échoir. »

Quoi qu'il adienne, le prochain Conseil d'Etat vaudois sera composé d'une majorité d'anciens. Les prétendants Leuba et Zisyadis, dont beaucoup doutent qu'ils

se montrent collégiaux, jurent qu'ils le seront, dans le respect des programmes négociés avec leurs alliés respectifs. « Je ne conçois pas le dégoupillage d'une grenade contre le Conseil d'Etat », affirme M. Leuba. « Nous formons une équipe. Nous avons beaucoup discuté de la situation neuchâteloise (où la gauche mène une politique d'austérité). J'ai confiance », dit M. Zisyadis.

Dans un paysage politique plus éclaté qu'ailleurs (cinq partis siègent au gouvernement), les Vaudois sont curieusement enclins à privilégier les compétences plutôt que le choix partisan. La moitié des électeurs modifie les listes de parti ou choisit un bulletin sans dénomination partisane. Elle fait son marché électoral. Une manière, après les joutes électorales, d'aspirer à une tranquille unité. I

STYLE QUAND LES CANDIDATS ONT LE LOOK DE L'EMPLOI

Si les électeurs vaudois étaient sensibles au look, Daniel Brélaz ne serait ni syndic de Lausanne ni une des personnalités parmi les plus populaires du canton. On pourrait donc balayer d'un air offusqué la question de l'allure en politique. N'empêche que sous ses airs « pipole », elle en dit long sur les candidats, leur rapport à leur électorat et à leur fonction.

Elle est bien loin l'époque où les conseillers d'Etat vaudois devaient se présenter devant le Grand Conseil en pantalon rayé et veste noire. De leurs magistrats élus, les Vaudois attendent une élégance discrète conforme à l'idée qu'ils se font de la dignité de l'Etat. Mais les Vaudois se méfient des gens trop propres sur eux. Ils pardonnent donc aux conseillers d'Etat de gauche de ne pas porter de cravate, même si à droite certains s'indignent encore, pour la forme.

C'est Josef Zisyadis qui a inauguré le port du complet sans cravate, mais non sans élégance. L'abandon du bout de soie se veut un symbole de rébellion contre l'embourgeoisement qui a souvent guetté les notables de gauche. Le peuple de gauche, ouvrier ou bobo, détient ainsi la preuve vestimentaire qu'il ne sera pas trahi! Pierre-Yves Maillard



DÉGAINÉ GOUVERNEMENTALE Les quatre élus de droite se veulent BCBG, les deux socialistes sont austères, le Vert élégant semble atypique.

perpétue la toute jeune tradition. Ce daltonien aux yeux clairs a une telle présence physique face à ses interlocuteurs que l'on note à peine la manière dont il s'habille. Il porte la veste et affiche le look pressé, froissé, de ceux qui n'ont aucune espèce d'intérêt pour la mode.

BON GOÛT ET BONNE GOUVERNANCE Anne-Catherine Lyon marque à peine plus d'attention pour son allure. Elle adopte le tailleur-pantalon lorsque sa fonction l'exige. Son look sobre, voire austère, démontre qu'elle préfère passer son temps à bûcher ses dossiers plutôt qu'à assortir à son uniforme un chemisier ou, pire, un rouge à lèvres.

La droite, majoritaire mais ébranlée politiquement, se vêt bon chic bon genre, sans ostentation, comme dans les temps anciens où personne ne contestait sa suprématie. Comme si le bon goût assurait la bonne gouvernance. Doyen de fonction, Jean-Claude Mermoud a le style gentleman-farmer. Ses électeurs sont rassurés, il ne joue pas au monsieur, mais se pose en héritier d'une longue lignée d'élus agrariens qui ont fait honneur à la paysannerie. Pascal Broulis n'a pas quitté ses costumes d'employé de banque, bien coupés mais sans originalité. Philippe Leuba, actuel directeur de la Chambre vaudoise immobilière, ne donne pas dans le dandysme qu'affectionnent parfois certains

libéraux humanistes. Il a le style impeccable, passe-partout. En parfaite adéquation avec l'électorat des milieux d'affaires plus porté sur l'efficacité que l'extravagance. Jacqueline de Quattro décline la version féminine du BCBG de droite: élégance classique assumée, mais qui doit se faire remarquer, compte tenu du machisme ambiant. D'où le choix parfois de couleurs vives, histoire que personne ne la prenne pour une souris grise tombée là par hasard. Les candidats verts au gouvernement vaudois présentent un cas à part. François Marthaler s'affiche comme un homme qui porte beau, d'une élégance presque inattendue dans un parti réputé pour ses pulls en grosse laine et ses Birkenstock. C'est peut-être ce qui explique qu'il ait tant plu lors de la succession Biéler: il avait déjà l'apparence d'un conseiller d'Etat, mais en avait-il vraiment la substance? Son colistier, Philippe Martinet, a une dégainé d'insti' endimanché aussi prometteur qu'énigmatique. Une manière d'affirmer que les Verts ne sont ni de droite, ni de gauche, ce qui n'est pas pour déplaire aux militants soucieux de s'affranchir de l'alliance historique avec les socialistes. I CT

LES NEUF CANDIDATS PRINCIPAUX NOTÉS PAR L'HEBDO

L. CROTTETI / EMPRESSE

**PIERRE-YVES MAILLARD**

Socialiste, 39 ans, chef du Département de la santé et de l'action sociale depuis 2004. Il s'impose par son charisme et sa puissance tactique.

→ Capacité de gestion	★★★★★
→ Maîtrise des dossiers	★★★★★
→ Charisme	★★★★★
→ Collégialité	★★★★★
→ Talent de campagne	★★★★★
→ Sens politique	★★★★★
→ Visibilité médiatique	★★★★★
→ Réseau dans le canton	★★★
→ Réseau hors du canton	★★★★★
→ Clarté de la vision politique	★★★★★
TOTAL	44/50

S. FÉVAL / LE MATIN

**PASCAL BROULIS**

Radical, 42 ans, chef du Département des finances depuis 2002. Ministre des Finances à succès, un titre que les Vaudois désespéraient de décerner.

→ Capacité de gestion	★★★★★
→ Maîtrise des dossiers	★★★★★
→ Charisme	★★★★★
→ Collégialité	★★★★★
→ Talent de campagne	★★★★★
→ Sens politique	★★★★★
→ Visibilité médiatique	★★★★★
→ Réseau dans le canton	★★★
→ Réseau hors du canton	★★★
→ Clarté de la vision politique	★★★★★
TOTAL	43/50

J.-B. SIEBER / ARC

**ANNE-CATHERINE LYON**

Socialiste, 44 ans, cheffe du Département de la formation et de la jeunesse depuis 2002. Une bossuese qui impressionne mais pénalisée par sa timidité.

→ Capacité de gestion	★★★★★
→ Maîtrise des dossiers	★★★★★
→ Charisme	★★
→ Collégialité	★★★★★
→ Talent de campagne	★★★
→ Sens politique	★★★★★
→ Visibilité médiatique	★★★
→ Réseau dans le canton	★★★
→ Réseau hors du canton	★★★★★
→ Clarté de la vision politique	★★★★★
TOTAL	39/50

F. CELLA

**PHILIPPE LEUBA**

Libéral, 44 ans, député au Grand Conseil depuis 1998. Libéral engagé, tombé dans la politique à sa naissance, il promet de surprendre en bien.

→ Capacité de gestion	★★★★★
→ Maîtrise des dossiers	★★★★★
→ Charisme	★★
→ Collégialité	★★★
→ Talent de campagne	★★★★★
→ Sens politique	★★★★★
→ Visibilité médiatique	★★
→ Réseau dans le canton	★★★
→ Réseau hors du canton	★
→ Clarté de la vision politique	★★★★★
TOTAL	31/50

R. MARELLI

**JEAN-CLAUDE MERMOUD**

UDC, 57 ans, chef du Département des institutions et des relations extérieures depuis 2004, élu en mars 1998. La bonne surprise de la législature.

→ Capacité de gestion	★★★★★
→ Maîtrise des dossiers	★★★★★
→ Charisme	★★★
→ Collégialité	★★★★★
→ Talent de campagne	★★★
→ Sens politique	★★★
→ Visibilité médiatique	★★
→ Réseau dans le canton	★★★★★
→ Réseau hors du canton	★★
→ Clarté de la vision politique	★
TOTAL	30/50

F. CELLA

**JOSEF ZISYADIS**

Popiste, 51 ans, Conseiller national depuis 1991. Personnalité attachante, mais dont la crédibilité politique paraît entamée.

→ Capacité de gestion	★★
→ Maîtrise des dossiers	★★
→ Charisme	★★★
→ Collégialité	★★
→ Talent de campagne	★★★★★
→ Sens politique	★★★
→ Visibilité médiatique	★★★★★
→ Réseau dans le canton	★★
→ Réseau hors du canton	★★
→ Clarté de la vision politique	★★★
TOTAL	27/50

J.-B. SIEBER / ARC

**JACQUELINE DE QUATRO**

Radical, 47 ans, conseillère municipale à la Tour-de-Peilz depuis 2006. L'inconnue qui s'est imposée aux radicaux doit encore convaincre au-delà de son camp.

→ Capacité de gestion	★★★
→ Maîtrise des dossiers	★★
→ Charisme	★★
→ Collégialité	★★★★★
→ Talent de campagne	★★
→ Sens politique	★★★
→ Visibilité médiatique	★★
→ Réseau dans le canton	★★★
→ Réseau hors du canton	★★
→ Clarté de la vision politique	★★★
TOTAL	26/50

E. ROSET

**PHILIPPE MARTINET**

Vert, 49 ans, député au Grand Conseil depuis 1998. Un Vert ambitieux, pugnace, prometteur lui aussi.

→ Capacité de gestion	★★★
→ Maîtrise des dossiers	★★★
→ Charisme	★★
→ Collégialité	★★★★★
→ Talent de campagne	★★★
→ Sens politique	★★★
→ Visibilité médiatique	★★
→ Réseau dans le canton	★★
→ Réseau hors du canton	★
→ Clarté de la vision politique	★★★
TOTAL	26/50

F. CELLA

**FRANÇOIS MARTHALER**

Vert, 47 ans, chef du Département des infrastructures depuis 2004. Un économiste Vert, un profil intéressant, mais qui a déçu.

→ Capacité de gestion	★★
→ Maîtrise des dossiers	★★
→ Charisme	★★
→ Collégialité	★★★★★
→ Talent de campagne	★★
→ Sens politique	★★
→ Visibilité médiatique	★★
→ Réseau dans le canton	★★
→ Réseau hors du canton	★
→ Clarté de la vision politique	★★★★★
TOTAL	24/50